

Publications périodiques

Comptes annuels

MY MONEY BANK

Établissement de crédit agréé en qualité de banque
 Société Anonyme au capital de 276 154 299,74 €
 784 393 340 - R.C.S. Nanterre
 Siège social : Tour Europlaza – 20 avenue André Prothin
 92063 Paris La Défense cedex

Comptes annuels au 31 décembre 2020 Approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 2021

I. — Bilan
 (en milliers d'Euros)

Actif	Notes	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Caisse, banques centrales, C.C.P.		338 597	257 098
Effets publics et valeurs assimilées	13 -17	100 490	29 993
Créances sur les établissements de crédit	13-14	1 135 393	1 571 457
– À vue		351 475	288 244
– À terme		783 918	1 283 213
Opérations avec la clientèle	13-14-15-16	4 153 327	2 191 993
– Autres concours à la clientèle		4 114 821	2 164 880
– Comptes ordinaires débiteurs		38 506	27 113
Obligations et autres titres à revenu fixe	13-14-17-28	634 150	562 270
Participations et activité de portefeuille	18-19-26-28	2 508	296
Parts dans les entreprises liées	18-19-26-28	68 824	69 789
Crédit-bail et location avec option d'achat	21	15 684	46 799
Immobilisations incorporelles	19	1 885	2 391
Immobilisations corporelles	19	2 279	2 645
Capital souscrit non versé		-	-
Autres actifs	22	50 699	35 981
Comptes de régularisation	23	40 259	54 835
Total de l'actif		6 544 095	4 825 547

Passif	Notes	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Caisse, banques centrales, C.C.P.		55	28
Dettes envers les établissements de crédit	13-14	2 122 342	1 279 039
– À vue		201 991	175 639
– À terme		1 920 351	1 103 400
Comptes créditeurs de la clientèle	13-14	3 645 335	2 862 254
Autres dettes		3 645 335	2 862 254
– À vue		397 845	83 130
– À terme		3 247 490	2 779 124
Dettes représentées par un titre	13-14	80 300	113 300
– Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		80 300	113 300
– Emprunts obligataires		-	-
Autres passifs	22	33 123	29 554
Comptes de régularisation	23	55 438	89 132
Provisions	24	93 358	63 730
Dettes subordonnées	13-14	80 080	44 616
Fonds pour risques bancaires généraux (Provision pour investissement)	25	-	-
Capitaux Propres hors FRBG		434 064	343 894
– Capital souscrit	25	276 154	276 154
– Primes d'émission	25	28 474	28 474
– Réserves	25	27 875	27 875
– Provisions réglementées et subventions d'investissements	25	-	-
– Report à nouveau	25	83 627	-21 000
– Résultat de l'exercice	25	17 934	32 391
Total du passif		6 544 095	4 825 547

Hors Bilan
 (en milliers d'euros)

	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Engagement donnés	2 323 560	1 445 228
Engagements de financement	260 522	85 904
Engagements en faveur d'établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle (1)	260 522	85 904
Engagements de garantie	2 063 038	1 359 324

Engagements d'ordre d'établissements de crédit	1 902 001	1 359 324
Engagements d'ordre de la clientèle	161 037	-
Engagements sur titres	-	-
Engagements reçus	134 213	120 046
Engagements de financement	120 000	120 000
Engagements reçus d'établissements de crédit	120 000	120 000
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	14 213	46
Engagements reçus d'établissements de crédit	14 213	46
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements sur titres	-	-

(1) Les engagements en faveur de la clientèle correspondent essentiellement aux ouvertures de crédits consenties.

II. — Compte de résultat

(en milliers d'Euros)	Notes	Exercice 2020	Exercice 2019
Intérêts et produits assimilés	02	141 999	86 752
Intérêts et charges assimilés	02	-41 921	-26 029
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	03	30 282	59 363
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	03	-29 090	-52 712
Revenus des titres à revenu variable	04	3 481	55 846
Commissions (produits)	05	12 237	9 816
Commissions (charges)	05	-24 558	-26 153
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	06	5 448	2 458
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	06	-4 100	-5 624
Autres produits d'exploitation bancaire	07	28 849	31 655
Autres charges d'exploitation bancaire	07	-3 546	-39 000
Produit net bancaire	10	119 081	96 372
Charges générales d'exploitation	08	-110 499	-90 043
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-1 342	-1 438
Résultat brut d'exploitation		7 240	4 891
Coût du risque	09	-29 507	22 782
Résultat d'exploitation		-22 267	27 673
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	10	42 454	26
Résultat courant avant impôt		20 187	27 699
Impôt sur les bénéfices	11	-2 910	4 692
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	12	657	0
Résultat net		17 934	32 391

III. — Affectation du résultat

Constatant que le résultat de l'exercice 2020 est un bénéfice de 17 934 314,82 euros, l'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante :

- au compte « Report à Nouveau » à hauteur de 17 934 314,82 euros

Le compte Report à Nouveau se montera après affectation à 101 561 147,56 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, relatives à l'information sur les distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents, nous vous rappelons que :

- l'Assemblée Générale Mixte de My Money Bank du 28 mars 2017, a décidé une distribution de réserves à hauteur de 37 millions d'euros prélevée sur le compte « Prime d'émission », soit 0,85 euro par action et l'Assemblée Générale Ordinaire de My Money Bank du 12 juillet 2017 a décidé une distribution de réserves à hauteur de 1 624 623,00 euros, prélevée sur le compte « Prime d'émission », soit 0,04 euro par action ;
- l'Assemblée Générale Ordinaire de My Money Bank du 30 mai 2018 a décidé une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2017, à hauteur de 26 505 436,17 euros, soit 0,61 euro par action ;
- le Conseil d'administration de My Money Bank, en date du 30 mai 2018, a décidé le versement d'un acompte sur dividende de 41 930 556,15 euros, acté par l'Assemblée Générale Ordinaire de My Money Bank du 29 mai 2019 ;
- l'Assemblée Générale Ordinaire de My Money Bank du 29 mai 2019 a décidé une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2018, à hauteur de 11 489 690,03 euros, soit 0,26 euro par action ;
- le Conseil d'administration de My Money Bank, en date du 3 septembre 2019, a décidé le versement d'un acompte sur dividende de 21 000 000,00 euros, acté par l'Assemblée Générale Ordinaire de My Money Bank du 27 mai 2020.

Nous vous informons que la Société a supporté une charge de 134 288 euros au titre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

IV. — Annexes

Note1 – Notes annexes aux comptes annuels au 31 décembre 2020

Principales règles d'évaluation et de présentation**1. Présentation des comptes**

Les comptes individuels de MY MONEY BANK (ci-après « MMB ») ont été établis conformément aux dispositions du règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire émis par l'Autorité des Normes Comptables (ANC). Le règlement n°2020-10 de l'ANC du 22 décembre 2020 modifiant le règlement de l'ANC n°2014-07 et portant principalement sur l'épargne réglementée et le prêt de titres n'a pas eu d'impact sur les comptes de MMB au 31 décembre 2020.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

MMB présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

MMB est détenue par Promontoria à hauteur de 99,99 % (soit 43 284 372 actions) et par Sorefi à hauteur de 0,01 % (soit 1 action).

2. Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2020 a été marqué par les événements significatifs suivants :

1) Projet Capricorne

Dans l'objectif de permettre à My Money Group de renforcer sa plate-forme aux Antilles et d'élargir sa gamme d'offres, en intégrant une banque universelle de détail, My Money Bank a acquis le 2 mars 2020, la Société Générale de Banque aux Antilles - SGBA, devenue le 1er juillet 2020, la Banque des Caraïbes.

My Money Bank a cédé, le 22 décembre 2020, sa participation dans le capital de Banque des Caraïbes à Promontoria MMB qui en est devenue ainsi la société-mère directe.

De plus, My Money Bank a procédé à la cession, le 1er juillet 2020, de sa filiale en Nouvelle-Calédonie, Socalfi, à Société Générale par l'intermédiaire de sa filiale Credical, spécialisée en crédit à la consommation et financement aux entreprises. Cette cession s'est inscrite dans le cadre de la simplification de la structure géographique de My Money Group en Outre-Mer par un recentrage des activités sur les deux zones « Réunion/Océan Indien » et « Antilles/Guyane ».

2) Émission d'obligations foncières

MMB SCF, filiale de Promontoria MMB ayant le statut de société de crédit foncier, a contribué à la réponse du Groupe face à la crise du Covid-19. Pour cela, la société a procédé à trois émissions d'obligations foncières, souscrites à 100 % par My Money Bank, en mars, avril et août 2020 pour un montant nominal de 370 millions d'euros. Ces obligations ont pu être utilisées comme collatéral dans le cadre des opérations *d'open-market* de la Banque Centrale Européenne. En Octobre 2020, la société a procédé au rachat des précédentes émissions retenues et à une émission publique de 500 millions d'euros à 10 ans, portant le total des obligations foncières de MMB SCF à 1 600 millions. Cette émission a connu un fort succès avec un carnet d'ordre d'environ 2,5 milliards d'euros pour 90 investisseurs permettant au groupe de se financer à un taux négatif sur une durée de 10 ans.

3) Opérations de titrisation

Conformément à la stratégie de refinancement, deux opérations de titrisations privées ont eu lieu au cours du premier semestre 2020. L'opération TopazOne a été renouvelée en date du 20 février 2020 et l'opération DiamondOne en date du 24 avril 2020. À l'issue du confinement du 1er semestre et en prévision des initiatives de restructuration du refinancement prévues sur le second semestre, certains titres ont fait l'objet d'un rachat total (EmeraldOne) et d'un rachat partiel (DiamondOne).

En réponse aux événements majeurs du premier semestre, il a été décidé d'adapter la stratégie de refinancement en conservant une forte capacité à lever des liquidités à un coût maîtrisé. Une nouvelle opération publique de titrisation auto-souscrite EmeraldOne en Août 2020 a été réalisée, les notes émises ont été utilisées comme collatéral auprès de la BCE dans le cadre du TLTRO III.

Toujours dans l'objectif d'adapter sa stratégie de refinancement et de diminuer ses coûts, en juillet 2020, le Groupe a procédé au rachat total des créances cédées dans le fonds DiamondOne, entraînant la fin de l'opération et la liquidation du fond. Les créances rachetées ont notamment été mises en garantie dans le cadre du programme d'obligations foncières de MMB SCF.

My Money Bank a également exercé son option de rachat des créances cédées au FCT SapphireOne Mortgage 2016-2 en date du 29 décembre 2020. Les créances rachetées pourront notamment être mises en garantie dans le cadre du programme d'obligations foncières de MMB SCF.

4) Fusion – absorption de My Partner Bank par My Money Bank

La démarche de simplification de l'organigramme juridique s'est poursuivie sur l'exercice 2020. La fusion de ses deux banques métropolitaines, My Money Bank et My Partner Bank vise à restructurer l'organisation interne du groupe en vue d'optimiser les processus et les modes de fonctionnement des 2 sociétés. Cette opération a permis une simplification de la structure juridique et devrait également permettre une diminution des coûts tout en améliorant l'efficacité opérationnelle notamment grâce à une organisation rendue plus souple et plus agile.

D'un point de vue comptable et fiscal la fusion a pris effet rétroactivement au 1er janvier 2020. Les résultats de toutes les opérations actives et passives effectuées par la société absorbée à compter du 1er janvier 2020 seront exclusivement au profit et à la charge de la société absorbante.

Les conditions de la fusion ont été établies sur la base :

Pour la société absorbante, des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 arrêtés par le conseil d'administration du 22 avril 2020, certifiés par les commissaires aux comptes en date du 7 mai 2020 et approuvés en date du 27 mai 2020 ;

Pour la société absorbée, des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 arrêtés par le conseil d'administration du 21 avril 2020, certifiés par les commissaires aux comptes en date du 7 mai 2020 et approuvés en date du 27 mai 2020.

Promontoria MMB détenant la totalité des actions représentant la totalité du capital MMB et MPB, la fusion a été réalisée sous la forme du régime simplifié entre sociétés sœurs.

La valeur d'apport des éléments d'actif (1 547 604 528,56 euros) et passif (1 475 368 311,76 euros) de MPB correspond à leur valeur comptable soit 72 236 216,80 euros.

Il n'y a aucune prime de fusion et boni / mali de fusion dégagé sur l'opération.

Le traité de fusion a été signé le 15 septembre 2020.

L'obtention de l'autorisation de la BCE, le 16 décembre 2020, a entraîné le retrait d'agrément et la dissolution de MPB.

5) Crise sanitaire Covid 19

Dans le contexte de la crise sanitaire relative à l'épidémie, le groupe a activé les dispositions de son plan de continuité d'activité, incluant le recours massif au télétravail et la fermeture des sites. Il n'a pas été identifié d'impact financier majeur à ce jour, sous réserve d'évolutions défavorables constatées d'ici l'approbation des comptes de l'exercice.

3. **Changement de méthode**

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2020.

4. **Principes comptables et méthodes d'évaluation**

Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en quatre grandes catégories, les crédits à l'habitat, les crédits à la consommation, les crédits automobiles et les crédits restructurés. Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux.

Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

L'utilisation des systèmes de notation varie en fonction de la nature du produit :

- pour la consolidation de crédits sans garantie : un score d'aide à la décision développé en interne est utilisé ;
- pour les professionnels de l'immobilier : à l'octroi, une grille de notation interne est utilisée en parallèle de deux notations externes (BDF et Moody's scoring CMM) ;
- pour les autres produits (DFS, DRE...) plus de nouvelle origination : les notations utilisées dans le cadre du suivi du risque de crédit sont les notations BDF et S&P ou Moody's quand celles-ci sont disponibles.

Conformément au règlement CRC N° 2009-03, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Créances saines

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la banque, ne présentent pas de risque de non recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois (ou six mois en matière de crédit et crédit-bail immobiliers).

Créances douteuses

My Money Bank applique la réglementation définie par le règlement CRC N° 2005-03 du 3 novembre 2005 et par le règlement N° 2007-06 du 14 décembre 2007. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- un risque probable ou certain de non recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobiliers et depuis plus de six mois en matière de crédit et crédit-bail immobiliers) ;
- un risque avéré sur la contrepartie (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- l'existence d'une procédure contentieuse.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

Créances restructurées

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutive à une situation financière dégradée pour le client, soit suite à un jugement en application de la loi Neiertz.

En cas de restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation à retenir est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. Afin de couvrir le risque de non recouvrement des flux à encaisser subsistant suite à une restructuration, une dépréciation peut être constituée et vient s'ajouter au montant de la décote. Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. La décote restant à amortir revêt un caractère définitif et continue d'être amortie même en cas de retour en encours sain. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux.

La décote constatée lors d'une restructuration est enregistrée en coût du risque, par contre son amortissement ainsi que les intérêts relatifs aux prêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés « *prorata temporis* » ainsi que les intérêts sur les échéances impayées.

Dépréciations

Les créances douteuses, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations calculées en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif pour les prêts à taux variable, elles sont déterminées soit :

- créance par créance en prenant en considération les garanties appelées ou susceptibles de l'être pour les activités de crédit à l'habitat et les crédits restructurés présentant une garantie immobilière,
- Pour les activités de crédits à la consommation et de crédits restructurés non sécurisés, créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux d'intérêt effectif.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrecouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Valorisation des garanties

Chaque prêt immobilier octroyé est assorti d'une hypothèque de premier rang. L'évaluation des biens donnés en garantie des crédits accordés est réalisée lors de l'examen de la demande de crédit.

Plusieurs types d'évaluation sont envisageables par le Groupe, soit une expertise physique du bien soit une évaluation statistique du bien (via MEILLEURSAGENTS.COM)

Le choix du type d'évaluation dépend de plusieurs éléments à savoir : Situation géographique, Montant du financement, la « Loan to Value » ratio hypothécaire déterminé en rapportant le montant du prêt octroyé à la valeur retenue du (des) bien(s) pris en garantie.

My Money Bank effectue une actualisation trimestrielle de la valeur des garanties hypothécaires. Elle s'appuie pour cela sur une méthode générique statistique, dans le respect des obligations réglementaires, en appliquant un coefficient d'actualisation à la valorisation initiale de la garantie. Ce coefficient est standardisé pour tous les dossiers réalisés le même trimestre d'une année, garantis par un gage de même nature (appartement/maison) et localisé dans une même région.

La distinction selon la région est restreinte à l'Ile De France, PACA et Rhône-Alpes. Les autres régions ne font pas l'objet d'une différenciation.

Il existe donc 8 strates différentes croisant les régions et type de gage.

Les sources de données sont basées sur l'indice INSEE qui est produit par les Notaires de France. Cet indice repose sur les prix des transactions réalisées permettant ainsi une approche précise du prix réel des biens immobiliers anciens.

Provision sur risque de crédit sur portefeuilles homogènes

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la banque comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

Provision pour marge financière négative

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Cette analyse est réalisée pour l'ensemble du portefeuille de crédit-bail concerné, les dossiers de crédits-baux présentant une marge financière négative étant compensés par les dossiers de crédit-baux à marge positive. Au 31 décembre 2020, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

Portefeuille titres

Le portefeuille titres de MMB est classé à la fois d'après la nature des titres et l'objectif économique qui est recherché et de la réglementation comptable (effets publics et valeurs assimilées, obligations et autres titres à revenu fixe, participations et activité de portefeuille, parts dans les entreprises liées) :

Les effets publics et valeurs assimilées, Obligations et autres titres à revenu fixe (dont les titres subordonnés), actions et autres titres à revenu variable.

Ces titres sont classés, dès leur acquisition, dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction, en fonction de la durée de détention prévisionnelle ou du pourcentage de détention de la participation.

Dans le portefeuille titres en date de 31/12/2020 la partie des titres cotés et négociables sur le marché actif est de 87 % contre 13 % des titres non cotés. 99 % des titres sont émis par les organismes autres que les organismes publics.

La revalorisation des titres de placement est réalisée trimestriellement. Il n'a pas été constitué de dépréciation au 31 décembre 2020.

Le principal poste du portefeuille titres de MMB concerne les participations dans les entreprises liées comprenant :

- ✓ Les titres à revenu variable qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise de façon durable.
- ✓ Les participations dans les sociétés immobilières de promotion comprennent, outre la valeur d'inventaire des titres, les avances en compte courant qui leur sont consenties.

- ✓ Les entreprises liées sont les entreprises susceptibles d'être incluses, par intégration globale, dans un même ensemble consolidable.

Les participations dans les entreprises liées font l'objet de la règle d'évaluation suivante :

- ✓ Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais. Les dividendes sont portés en compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ». En fin d'exercice, l'évolution de la situation des sociétés concernées, et leurs perspectives d'avenir conduisent, le cas échéant, à la constitution de provisions par le biais d'un test de dépréciation. Les dotations liées aux dépréciations se rapportant à ces titres sont inscrites au compte de résultat à la rubrique « gains et pertes sur actifs immobilisés ». Un test de dépréciation a été mené sur les titres, il n'a pas été constitué de provision pour dépréciation au 31.12.2020.
- ✓ MMB a cédé le 1er juillet 2020 sa filiale néo-calédonienne Socalfi au groupe Société Générale ce qui a entraîné une sortie des titres de 1 452 76,80 euros. Suite à l'absorption de MPB, apport des titres de BESV Courtage pour 449 628 euros et SLMB pour 38 174 euros.

Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

Comptes créditeurs de la clientèle

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

Dettes représentées par un titre

Les primes d'émission et de remboursement des titres émis sont enregistrées en « Comptes de régularisation » à l'actif du bilan. Elles sont considérées comme des compléments d'intérêts et amorties sur les durées de vie des emprunts. Par exception à cette règle, les titres à coupon zéro sont enregistrés au passif pour le montant perçu à l'émission et majorés progressivement de la partie courue de la prime.

Par dérogation au principe de non compensation, seul le résultat net des différents éléments composant chaque produit est comptabilisé.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Immeubles : de 20 à 40 ans linéaire
- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire
- Matériels : de 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet
- Logiciels acquis :
 - 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché
 - 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

Engagements pour indemnités de fin de carrière et retraites complémentaires propres au Groupe

Pour couvrir les charges futures d'indemnités de fin de carrière et de retraites complémentaires propres à MMB, des contrats ont été souscrits au niveau de la société My Money Bank auprès des compagnies d'assurances. En matière d'indemnités de fin de carrière, les droits acquis sont intégralement couverts.

En ce qui concerne les retraites complémentaires versées au personnel ayant quitté le Groupe, les compagnies d'assurances ont reçu les fonds nécessaires et sont responsables du versement des rentes. Les droits acquis au titre des retraites complémentaires concernant le personnel en activité sont également totalement couverts à la fois par des fonds versés aux compagnies d'assurances et par une provision.

Les engagements sociaux font l'objet d'une évaluation actuarielle par un cabinet d'actuariat indépendant.

Pour déterminer la charge de l'année, les engagements ont fait l'objet d'une actualisation financière au taux de 0.30 %, contre 0.80 % l'année précédente.

Impôt sur les bénéfices

La convention d'intégration fiscale entre chaque société membre du groupe et la tête de groupe prévoit la méthode de la neutralité, tant pour la détermination du résultat fiscal que pour le paiement de l'IS par les filiales. Ainsi, pour les besoins du calcul de sa charge d'impôt individuelle et de la participation, chaque société continue à calculer son résultat comme si elle n'était pas membre de l'intégration fiscale (déclaration 2058 A-bis).

Ceci permet de déterminer le montant d'IS à comptabiliser en charge et que chaque filiale devra verser à la société mère : prise en compte des déficits générés pendant l'intégration fiscale, quote-part de frais et charges de 5 % sur les dividendes éligibles au régime mère-fille, etc.

Chaque filiale verse donc à la société mère ses acomptes et son solde d'IS en fonction de ses résultats propres, comme si elle n'avait pas été intégrée.

La mère comptabilise la différence entre la dette d'impôt du groupe et le cumul des charges d'impôts comptabilisées par les filiales (profit ou perte d'intégration fiscale).

À noter que pour les déficits, ceux générés pendant l'intégration fiscale n'appartiennent plus à la société qui les a générés (absence de report de la déclaration 2058-B), la société mère étant seule redevable de l'IS pour l'ensemble du groupe.

Cependant selon la méthode de neutralité, ces déficits sont pris en compte pour le calcul de l'IS individuel (déclaration 2058-B bis pour la filiale pendant l'intégration fiscale).

Concernant l'exercice 2020, la charge d'IS calculée et comptabilisée pour My Money Bank est de € 2 909 915, après imputation de € 11 147 610 de déficits (pré-intégration fiscale).

La société étant déficitaire sur l'exercice 2019, pas d'acomptes versés durant l'exercice 2020.

Honoraires de commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2020 et 2019 pour My Money Bank S.A. (« la société ») sont présentés dans les notes annexes des comptes consolidés du groupe PMMB dont la société est une filiale directe.

Les services autres que la certification des comptes fournis à la société correspondent aux travaux relatifs à l'intégration de la Banque des Caraïbes et à l'attestation relative à l'absence de détention de bateau.

5. Événements post clôture

Il n'y a pas de projet ou événement marquants intervenus depuis le 1er janvier 2021 sur les comptes MMB.

6. Autres informations**Consolidation des comptes :**

Les comptes de MMB sont consolidés dans le groupe Promontoria MMB Tour Europlaza – La Défense 4 – 20, avenue André Prothin - 92063 Paris La Défense Cedex 820 982 619 R.C.S Nanterre par la méthode de l'intégration globale.

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45 du CMF/Avis CNC n°2009-11) :

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, nous vous indiquons que MMB n'a pas d'implantation dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative ni dans d'autres États ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les notes annexes aux comptes consolidés de Promontoria MMB SAS.

Note 2 : Intérêts, produits et charges assimilés

(en milliers d'Euros)	Exercice 2020	Exercice 2019
Opérations avec les établissements de crédits	-2 935	-1 712
Intérêts et produits assimilés	12 610	10 306
Intérêts et charges assimilés	-15 545	-12 018
Opérations avec la clientèle	96 385	44 836
Intérêts et produits assimilés (1)	113 571	58 034
Intérêts et charges assimilés	-17 186	-13 198
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	13 417	18 259
Intérêts et produits assimilés	15 818	18 412
Intérêts et charges assimilés	-2 401	-153
Autres intérêts et produits assimilés	-6 789	-660
Total des intérêts et produits assimilés	141 999	86 752
Total des intérêts et charges assimilés	-41 921	-26 029

(1) Dont amortissement de CRC 2009-03, soit 5,3 M€ pour 2020 contre 2,5 M€ pour 2019

Dont capitalisation du CRC 2009-03, soit 9,6 M€ pour 2020 contre 10,1 M€ pour 2019.

Note 3 : Produits et charges sur opérations de crédit-bail

(en milliers d'Euros)	Exercice 2020	Exercice 2019
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	30 282	59 363
Loyers, indemnités et produits divers	13 818	31 470
Plus-values de cessions	16 464	27 893
Autres produits	-	-
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	-29 090	-52 712
Dotations aux amortissements	-18 643	-32 334
Moins-value de cessions	-10 447	-20 378
Total	1 192	6 651

Note 4 : Revenus des titres à revenu variable

(en milliers d'Euros)	Exercice 2020	Exercice 2019
Participations	3 481	55 846
– SOREFI		19 998
– SOMAFI/SOGUAFI		10 887
– SOCALFI	2 991	24 961
– MMB SCF	490	-
Total	3 481	55 846

Note 5 : Commissions

(en milliers d'Euros)	Exercice 2020	Exercice 2019
Commissions sur opérations de crédit avec la clientèle	-15 129	-18 114
Commissions et produits assimilés	8 762	7 769
Commissions et charges assimilées	-23 891	-25 883

Autres commissions	2 868	1 834
Commissions sur opérations de change	3	-
Commissions sur opérations sur titres	642	-
Produits sur prestations de service financier	459	1
Commissions de courtage d'assurance	2 371	2 046
Charges sur prestations de service financier	-607	-213
Commissions avec les établissements de crédit	-60	-57
Produits sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
Charges sur opérations avec les établissements de crédit	-60	-57
Total des commissions (Produits)	12 237	10 274
Total des commissions (Charges)	-24 558	-26 153

Note 6 : Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles**Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**

(en milliers d'Euros)	Exercice 2020	Exercice 2019
Opérations de change	-20	-178
Opérations sur instruments financiers	5 468	2 636
Total	5 448	2 458

Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés

	Exercice 2020	Exercice 2019
Plus ou moins value sur cession de titres de placement	698	85
Perte sur détitrisation	-3 266	-5 709
Variation de la provision sur parts des FCT et autres titres	-1 532	-
Total	-4 100	-5 624

Note 7 : Autres produits et autres charges d'exploitation bancaire**Autres produits d'exploitation bancaire**

(en milliers d'Euros)	Exercice 2020	Exercice 2019
Produits liés à l'assurance	3 115	4 687
Prestations intra-groupe & charges refacturées	24 186	26 422
Produits accessoires	1 548	546
Transfert de charges	-	-
Reprises de provisions	-	-
Total	28 849	31 655

Autres charges d'exploitation bancaire

	Exercice 2020	Exercice 2019
Autres charges d'exploitation bancaire (Debt sales)	-437	-38 290
Cotisation au Fonds de Garantie des Dépôts & Résolution	-2 205	-764
Autres charges d'exploitation bancaire (Commissions)	-558	0
Autres charges d'exploitation bancaire (Divers)	-346	-484
Dotation & reprise de provisions	0	538
Total	-3 546	-39 000

Note 8 : Charges générales d'exploitation**Charges générales d'exploitation**

(en milliers d'Euros)	Exercice 2020	Exercice 2019
Frais de personnel	-34 330	-25 493
Charges de retraite	-3 827	-1 662
Autres charges sociales	-15 897	-11 861
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-3 606	-2 433
Participation et intéressements des salariés	-72	375
Autres frais administratifs	-47 232	-44 508
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-5 535	-4 461
Total	-110 499	-90 043

Effectif moyen de l'exercice (ETP)

Exercice	Techniciens	Cadres	Total
----------	-------------	--------	-------

2020	77	455	532
2019	73	341	414

Note 9 : Coût du risque

(en milliers d'Euros)	Exercice 2020	Exercice 2019
Coût du risque sur clientèle	-30 616	27 466
Variation des dépréciations des créances douteuses	13 631	33 820
Variation des provisions sur la clientèle	-23 109	6 517
Pertes sur créances irrécouvrables	-18 250	-8 388
Récupérations sur créances amorties	437	173
Actualisation CRC 2005-03	-33	839
Décote sur restructurés	-3 292	-5 495
Autres opérations	208	-3 839
Risque opérationnel	-1	-2
Cessions de créances	902	-843
Total	-29 507	22 782

Note 10 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(en milliers d'Euros)	Exercice 2020	Exercice 2019
Immobilisations financières	42 446	96
Plus ou moins-values sur titres	43 034	0
Variation des dépréciations sur titres	-588	96
Immobilisations corporelles et incorporelles	8	-70
Plus-value	8	0
Variation des dépréciations sur immobilisations incorporelles	0	0
Moins-value	0	-70
Total	42 454	26

Note 11 : Impôt sur les bénéfices

(en milliers d'Euros)	Exercice 2020	Exercice 2019
Impôt exigible de l'exercice	-2 910	0
Impôt exigible au titre de redressements sur exercices antérieurs	0	2 585
Crédit Impôt Recherche (CIR).	0	36
Variation des provisions pour risques	0	2 071
Impôt sur les bénéfices	-2 910	4 692

Note 12 : Fonds pour risques bancaires généraux

(en milliers d'Euros)	Exercice 2020	Exercice 2019
Dotation à la provision pour FRBG	-	-
Reprise de la provision pour FRBG	657	-
Impact sur le résultat net de l'exercice	657	-

Note 13 : Ventilation par durée résiduelle et éligibilité (1)

(en milliers d'Euros)	Créances et dettes rattachées		Autres éléments non ventilables (2)		Moins de trois mois (3)		De 3 mois à 1 an	
	Au 31.12.20	Au 31.12.19	Au 31.12.20	Au 31.12.19	Au 31.12.20	Au 31.12.19	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Actif								
Effets publics et valeurs assimilées	69	2	-	-	-	-	-	29 991
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de la BDF	5 918	5 712	-	-	442 475	350 745	171 000	522 500
– Dont prêts subordonnés			-	-			-	-
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de la BDF	9 252	3 972	258 298	77 692	173 647	43 083	328 387	46 830
Créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la BDF	-	-	-	-	39 300	18 965	84 856	57 475
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 811	1 543	-	-	20 000	55 005	12 910	-
Passif								
Dettes envers les établissements de crédit	3 533	3 472	-	-	231 901	175 567	3 250	-
Comptes créditeurs de la clientèle	19 775	13 976	1 227	-	1 415 745	976 640	812 338	683 263
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	52 700	43 500	27 600	69 800
• Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-
• Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	52 700	43 500	27 600	69 800

Dettes subordonnées	1 080	616	-	-	-	-	-
(1) Les crédits accordés sous la forme de comptes courants dits « disponibles » ou « permanents » sont ventilés en fonction de la durée théorique d'amortissement du capital restant dû résultant du tableau de fonctionnement.							
(2) Les « Autres éléments non ventilables » correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions, aux impayés, aux créances subordonnées à durée indéterminée et à la décote correspondant au CRC 2002-03.							
(3) Y compris les comptes à vue.							

(en milliers d'Euros)	De 1 an à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	Au 31.12.20	Au 31.12.19	Au 31.12.20	Au 31.12.19	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Actif						
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	100 421	-	100 490	29 993
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de la BDF	506 000	682 500	10 000	10 000	1 135 393	1 571 457
– Dont prêts subordonnés	-	-	10 000	10 000	10 000	10 000
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de la BDF	1 080 576	232 661	349 413	361 885	2 199 573	766 123
Créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la BDF	465 489	308 006	1 364 109	1 041 424	1 953 754	1 425 870
Obligations et autres titres à revenu fixe	61 708	39 901	537 721	465 821	634 150	562 270
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	783 658	-	1 100 000	1 100 000	2 122 342	1 279 039
Comptes créditeurs de la clientèle	1 396 250	1 188 375	-	-	3 645 335	2 862 254
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	80 300	113 300
• Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-
• Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	80 300	113 300
Dettes subordonnées	-	-	79 000	44 000	80 080	44 616

(1) Les crédits accordés sous la forme de comptes courants dits « disponibles » ou « permanents » sont ventilés en fonction de la durée théorique d'amortissement du capital restant dû résultant du tableau de fonctionnement.

(2) Les « Autres éléments non ventilables » correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions, aux impayés, aux créances subordonnées à durée indéterminée et à la décote correspondant au CRC 2002-03.

(3) Y compris les comptes à vue.

Note 14 : Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

(en milliers d'Euros)	Au 31.12.20			Au 31.12.19		
	Total	Dont entreprises liées (1)	Dont participations (2)	Total	Dont entreprises liées (1)	Dont participations (2)
Actif						
Créances sur les établissements de crédit	1 135 393	826 159	-	1 571 457	1 328 644	-
– dont prêts subordonnés (3)	-	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	4 153 327	34 972	-	2 193 993	27 113	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	634 150	535 945	-	562 270	432 816	-
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	2 122 342	1 803 333	-	1 279 039	1 274 545	-
Comptes créditeurs de la clientèle	3 645 335	80 637	-	2 862 254	82 694	-
– à vue	397 845	80 637	-	83 130	82 694	-
– à terme	3 247 490	-	-	2 779 124	-	-
Dettes représentées par un titre	80 300	-	-	113 300	-	-
Dettes subordonnées (3)	80 080	80 080	-	44 616	44 616	-
Hors bilan						
Engagements de financement donnés	260 522	-	-	85 904	-	-
• en faveur d'établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
• en faveur de la clientèle	260 522	-	-	85 904	-	-
Engagements de garantie donnés	2 063 038	1 902 001	-	1 359 324	1 359 324	-
• d'ordre d'établissements de crédit	1 902 001	1 902 001	-	1 359 324	1 359 324	-
• d'ordre de la clientèle	161 037	-	-	-	-	-
Engagements de financement reçus	120 000	-	-	120 000	-	-
• reçus d'établissements de crédit	120 000	-	-	120 000	-	-
• reçus de la clientèle	-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	14 213	-	-	46	-	-

(1) Opérations se rapportant à des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

(2) Opérations se rapportant à des entreprises dans lesquelles l'établissement financier détient, de façon durable, une fraction du capital inférieure à 50 %.

	Au 31.12.20			Au 31.12.19		
	Total	dont entreprises liées	dont participations	Total	dont entreprises liées	dont participations
Produits de l'exercice sur prêts subordonnés	226	226	-	226	226	-
Charges de l'exercice sur emprunts subordonnés	-6 789	-6 789	-	-660	-660	-

Note 15 : Créances sur la clientèle

(en milliers d'Euros)	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Encours sain (1)	3 941 359	2 117 516
Encours douteux net	211 968	74 477
Encours douteux	293 611	96 279
Dépréciation des créances sur la clientèle	-81 643	-21 802
Total actif	4 153 327	2 191 993
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-29 085	-4 596

(1) Inclut la position débitrice du cash pool et des autres comptes ordinaires débiteurs (38,5 M€ en 2020 contre 27,1 M€ en 2019).

Note 15 bis : Créances sur la clientèle

(en milliers d'Euros)	Au 31.12.20	Crédit Immobilier	Crédit Restructurés secured	Crédit Restructurés unsecured	Divers (Non Core)
Opérations avec la clientèle (1)					
Encours sain (*)	3 941 359	1 078 570	2 448 078	35 723	378 987
(*) Dont décote sur restructurés			-6 156	-258	
(*) Dont créances rattachées		3 952	4 166	80	784
Encours douteux net	211 968	96 167	89 936	4 050	21 814
Encours douteux	293 611	130 675	103 642	9 591	49 702
– Dont compromis		94 584	60 763	8 119	32 202
Dépréciation des créances sur la clientèle	-81 643	-34 508	-13 706	-5 541	-27 888
Total actif	4 153 327	1 174 738	2 538 014	39 774	400 801
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-29 085		-15 004	-2 192	-11 889

(1) Voir note 16.

Note 16 : Crédits par agents économiques non financiers - (en milliers d'Euros)

2020	Sociétés non financières	Entrepreneurs individuels	Particuliers	Autres agents non financiers	Clientèle financière	Administrations centrales	Créances rattachées	Total
Créances saines	1 422 913	4 182	2 495 772	-	9 451	11	9 030	3 941 359
Créances douteuses nettes de dépréciations	113 922	1 688	96 126	-	42	-	190	211 968

2019	Sociétés non financières	Entrepreneurs individuels	Particuliers	Autres agents non financiers	Clientèle financière	Administrations centrales	Créances rattachées	Total
Créances saines	356	338	2 085 458	27 461	-	-	3 903	2 117 516
Créances douteuses nettes de dépréciations		1 095	73 314	-			68	74 477

Note 17.1 : Portefeuille des titres de placement

(en milliers d'Euros)	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Effets publics & valeurs assimilées	100 421	29 991
Créances rattachées sur effets publics & valeurs assimilées	69	2
Obligations et autres titres à revenu fixe	631 999	560 726
Créances rattachées sur obligations et autres titres à revenu fixe	184	214
Actions et autres titres à revenu variable	340	1
Créances rattachées sur actions et autres titres à revenu variable	1 627	1 329
Total	734 640	592 263

Note 17.2 : Différences entre le prix d'acquisition et prix de remboursement des titres de placement (1)

	Décotes/Surcotes nettes restant à amortir			
	Au 31.12.20		Au 31.12.19	
	Décote	Surcote	Décote	Surcote
Titres de placement				
– Marché obligataire	436	1 456	439	706
– Marché Monétaire	-	-	-	-
Total	436	1 456	439	706

(1) Les primes ou décotes/surcotes constatées lors de l'acquisition de titres sont étalées sur la durée de vie de l'instrument concerné.

Note 18 : Participations, parts dans les entreprises liées (net de provisions)

(en milliers d'Euros)	Au 31.12.20			Au 31.12.19		
	Participations	Parts dans les	Total	Participations	Parts dans les	Total

		entreprises liées			entreprises liées	
Filiales	-	68 824	68 824	-	69 789	69 789
(50 % du capital détenu)						
Valeur brute	-	68 881	68 881	-	69 846	69 846
Dépréciation	-	57	57	-	57	57
Participations	-	-	-	-	-	-
(10 à 50 % du capital détenu)						
Valeur brute	-	-	-	-	-	-
Dépréciation	-	-	-	-	-	-
Autres participations	2 508	-	2 508	296	-	296
(moins de 10 % du capital détenu)						
Valeur brute	2 508	-	2 508	296	-	296
Dépréciation	-	-	-	-	-	-
Total	2 508	68 824	71 332	296	69 789	70 085
dont						
– Établissements de crédit	2 508	68 186	70 694	296	69 639	69 935

Note 19 : Immobilisations

(en milliers d'Euros)	Valeur brute au 31.12.19	Dépréciations ou amortissements cumulés au 31.12.19	Valeur nette au 31.12.219	Apport MPB (Fusion/absorption)		Variation 2020			Valeur brute au 31.12.20	Dépréciations ou amortissements cumulés au 31.12.20	Valeur nette au 31.12.20
				Valeur brute au 01.01.20	Dépréciations ou amortissements cumulés au 01.01.20						
						Acquisitions	Cessions / Sorties	Transferts / Autres			
Immobilisations incorporelles (1)	59 975	-57 584	2 391	2 368	-2 215	1 435	-1 574	0	62 204	-60 319	1 885
Immobilisations corporelles	9 830	-7 185	2 645	248	-160	500	-250	0	10 328	-8 049	2 279
Immeubles - Exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immeubles - Hors exploitation	14	0	14	0	0	0	0	0	14	0	14
Matériel et mobilier	6 532	-5 376	1 156	239	-151	163	-11	0	6 923	-6 123	800
Autres immobilisations corporelles	3 150	-1 809	1 341	9	-9	158	-105	0	3 212	-1 926	1 286
Immobilisations corporelles en cours	134	0	134	0	0	179	-134	0	179	0	179
Immobilisations financières	630 869	-57	630 812	50 694	-124	792 787	-769 017	0	705 333	-1 662	703 671
Titres de placement (2)	560 727	0	560 727	36 415	-73	788 502	-751 700	0	633 944	-1 605	632 339
Titres de participation	296	0	296	662	0	1 641	-91	0	2 508	0	2 508
Parts dans les entreprises liées	69 846	-57	69 789	13 617	-51	2 644	-17 226	0	68 881	-57	68 824

(1) Dont 28 millions d'euros au titre du mali de fusion de la société Royal St Georges banque, les autres éléments incorporels correspondent essentiellement à des logiciels.

(2) Hors créances rattachées

	Dépréciations ou amortissements cumulés au 31.12.19	Apport MPB	Variation 2020		Dépréciations ou amortissements cumulés au 31.12.20
		Dépréciations ou amortissements cumulés au 01.01.20			
		Dotations	Reprises		
Immobilisations incorporelles	-57 584	-2 215	-520	0	-60 319
Immobilisations corporelles	-7 185	-160	-821	117	-8 049
Immeubles - Exploitation	0	0	0	0	0
Immeubles - Hors exploitation	0	0	0	0	0
Matériel et mobilier	-5 376	-151	-607	11	-6 123
Autres immobilisations corporelles	-1 809	-9	-214	106	-1 926
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0
Immobilisations financières	-57	-124	2 107	-626	-1 662
Titres de placement	0	-73	2 107	-575	-1 605
Titres de participation	0	0	0		0
Parts dans les entreprises liées	-57	-51	0	-51	-57

Note 20 : Détail des intérêts par poste de bilan**Intérêts à recevoir**

(en milliers d'Euros)	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Créances sur les établissements de crédit	5 917	5 712
Créances sur la clientèle	9 252	3 972
Immobilisations financières	1 880	1 545
Comptes de régularisation actif	-	-
Total	17 049	11 229

Intérêts à payer

	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Dettes envers les banques centrales	54	28
Dettes envers les établissements de crédit	3 533	3 472
Comptes créditeurs de la clientèle	19 775	13 976
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	1 080	616
Comptes de régularisation passif	-	-
Total	24 442	18 092

Note 21 : Opérations de crédit-bail et location avec options d'achat

(en milliers d'Euros)	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Immobilisations (1)	15 684	46 799
Créances rattachées	0	0
Comptes débiteurs de la clientèle (2)	-	0
Loyers courus non échus	-	-
Total	15 684	46 799

(1) Immobilisations

	Valeur nette au 31.12.19	Valeur brute au 31.12.20	Dépréciations cumulées au 31.12.20	Valeur nette au 31.12.20
Crédit -bail				
- Immobilisations louées	46 799	78 004	62 320	15 684

(2) Comptes débiteurs de la clientèle

	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Encours sains	0	0
Encours douteux net	0	0
Encours douteux	-	-
Dépréciation des créances sur la clientèle	-	-
Total	0	0

Note 22 : Autres actifs et autres passifs**Autres actifs**

(en milliers d'Euros)	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Comptes de règlement débiteur sur opérations sur titres	1 884	-
Fournisseurs débiteurs	194	480
Personnel	-	32
État et collectivités publiques, impôts et taxes contestés et divers	748	977
État et collectivités publiques, IS	-	-
État et collectivités publiques, TVA	449	63
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances	915	1 143
Apporteurs et partenaires	800	-
Dépôts, avances et cautionnements	31 492	21 268
Divers	14 217	12 018
Divers douteux	-	-
- Brut	-	-
- Dépréciations	-	-
Total	50 699	35 981

Autres passifs

	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Dépôts de garantie reçus sur locations (CB)	-	-
Fournisseurs	753	443
Opérations de crédit-bail et location simple	-	-
Personnel - divers	4 446	4 335
Personnel - participation des salariés & intéressement	814	-
Sécurité sociale et organismes sociaux	4 487	3 732
État et collectivités publiques, impôts et taxes & divers	7 099	924
État et collectivités publiques, IS	2 910	-
État et collectivités publiques - TVA	1 341	573
Groupe et associés - IS	-	-

Assurances	991	1 031
Assistance	-	-
Frais de recouvrement	-	94
Apporteurs et partenaires	-21	1
Charges à payer	10 301	18 421
Dépôts, avances et cautionnements	-	-
Total	33 123	29 554

Note 23 : Comptes de régularisation**Actif**

(en milliers d'Euros)	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Valeurs reçues à l'encaissement	133	4 027
Compte d'ajustement sur devises	111	-
Pertes Potentielles sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	14 785	32 767
Charges à répartir	13 432	12 379
Charges constatées d'avance	867	1 733
Produits à recevoir	8 510	1 467
– Produits sur assurances	398	1 097
– Autres	8 112	370
Comptes de régularisation divers	2 421	2 462
– Impôt différé - prêts à taux zéro	-	-
– Compte de régularisation divers	2 421	2 462
Total	40 259	54 835

Passif

	Au 31.12.20	Au 31.12.19
Gains Potentiels sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	550	550
Gains à étaler sur contrats de couverture d'IFT dénoués	5 845	7 073
Produits constatés d'avance	29 278	59 898
– Opérations de crédit	-	-
– Opérations de crédit-bail et location	25 804	58 112
– Produits financiers autres	-	-
– Étalement du prêt à taux 0 %	-	-
– Divers	3 474	1 786
Charges à payer	19 765	21 611
– Charges financières - Autres	-	-
– Commissions et points fidélités	10 313	9 038
– Comptes de régularisation divers	9 452	12 573
Total	55 438	89 132

Note 24 : Variation des dépréciations et provisions**Principales dépréciations déduites de l'actif**

(en milliers d'Euros)	Au 31.12.19	Apport MPB	Dotations	Reprise	Au 31.12.20
Créances sur la clientèle	21 802	73 439	10 503	-24 101	81 643
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	73	2 107	-575	1 605
Participations	-	-	0	-	-
Parts dans les entreprises liées	57	51	0	-51	57
Crédit-bail	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	36 496	-	0	0	36 496
Autres actifs	-	-	0	0	-
Total	58 355	73 563	12 610	-24 727	119 801

Provisions non bancaires

	Au 31.12.19	Apport MPB	Dotations	Reprise		Au 31.12.20
				utilisée	non utilisée	
Charges de retraite complémentaire	56 908	850	4 174	0	-1 064	60 868
Redressements fiscaux	0	0	0	0	0	0
Divers non bancaire	1 339	5 186	2 196	-4 569	-747	3 405
Total	58 247	6 036	6 370	-4 569	-1 811	64 273

Provisions Bancaires

	Au 31.12.19	Apport MPB	Dotations	Reprise		Au 31.12.20
				utilisée	non utilisée	
Risques sur engagements hors-bilan	887	394	0	-447	-834	0
Sur la clientèle	4 596	1 000	28 944	-4 866	-589	29 085
Total	5 483	1 394	28 944	-5 313	-1 423	29 085

Note 25 : Tableau de variation de la situation nette

(en milliers d'euros)		Capital (1)	Réserve légale	Primé d'émission	Réserve générale	Réserve indisponible	Report à nouveau	Acompte sur dividende
	Ouverture après affectation du résultat de 2018	276 154	27 615	28 475	-	260	-	-
2019	Acompte sur dividende 2019 (2)							-21 000
	Résultat de l'année 2019		-		-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	276 154	27 615	28 475	-	260	-	-21 000
	Affectation du résultat 2019 (3)			-	-		11 391	21 000
	Capitaux propres après affectation (3)	276 154	27 615	28 475	-	260	-	-
2020	Acompte sur dividende 2020	-	-	-	-	-	-	-
	Apport actif net My Partner Bank (4)						72 236	
	Résultat de l'année 2020							
	Capitaux propres avant affectation	276 154	27 615	28 475	-	260	83 627	-
	Affectation du résultat 2020 (5)	-	-	-	-	-	17 934	
	Capitaux propres après affectation (5)	276 154	27 615	28 475	-	260	101 561	-

(1) Conformément à la loi, il est rappelé que My Money Bank est consolidée dans les états financiers de MMB PROMONTORIA, 20 avenue André Prothin, 92063 Paris La Défense

(2) Versement d'un acompte sur dividende de 21 M€ sur la base des comptes arrêtés au 30 juin 2019 (CA du 3 septembre 2019)

(3) Selon résolutions de l'AG du 27/05/2020 (2ème résolution)

(4) Apport de l'actif net de My Partner Bank selon traité de fusion en date du 15.09.2020

(5) Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale.

(en milliers d'euros)		Résultat	Total des capitaux propres	Dividende	Nombre d'actions existantes	Quote-part de chaque action dans les capitaux propres (en euros)	Résultat par actions (en euros)	Dividende net attribué à chaque action (en euros)
	Ouverture après affectation du résultat de 2018	-	332 504	-	43 284 373	7,68	-	-
2019	Acompte sur dividende 2019 (2)	-	-21 000	-	-	-	-	0,49
	Résultat de l'année 2019	32 391	32 391	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	32 391	343 895	-	43 284 373	7,95	-	-
	Affectation du résultat 2019 (3)	-32 391	-	21 000	-	-	0,75	0,49
	Capitaux propres après affectation (3)	-	343 895	-	43 284 373	7,95	-	-
2020	Acompte sur dividende 2020	-	-	-	-	-	-	-
	Apport actif net My Partner Bank (4)		72 236					
	Résultat de l'année 2020	17 934	17 934					
	Capitaux propres avant affectation	17 934	434 065		43 284 373	10,03	-	-
	Affectation du résultat 2020 (5)	-17 934	-		-	-	0,41	-
	Capitaux propres après affectation (5)	-	434 065	-	43 284 373	10,03	-	-

(1) Conformément à la loi, il est rappelé que My Money Bank est consolidée dans les états financiers de MMB PROMONTORIA, 20 avenue André Prothin, 92063 Paris La Défense

(2) Versement d'un acompte sur dividende de 21 M€ sur la base des comptes arrêtés au 30 juin 2019 (CA du 3 septembre 2019)

(3) Selon résolutions de l'AG du 27/05/2020 (2ème résolution)

(4) Apport de l'actif net de My Partner Bank selon traité de fusion en date du 15.09.2020

(5) Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale.

Note 26 : Filiales et participations au 31 décembre 2020

	Capital (en milliers d'Euros)	Capitaux propres (1) autres que le capital (en milliers d'Euros)	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable brute des titres détenus (en milliers d'Euros)	Valeur comptable nette des titres détenus (en milliers d'Euros)
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société) :					
SOREFI 5 Rue André LARDY LA MARE, 97438 SAINTE MARIE	8 156	20 636	99,99	15 639	15 639
SOMAFI SOGUAFI ZI les MANGLES ACAJOU, 97232 LE LAMENTIN	21 181	17 023	99,99	42 548	42 548
MMB SCF 20, avenue André Prothin, 92063 Paris la Défense	10 000	1 788	99,99	9 999	9 999
II. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations :					

Filiales non reprises ci-dessus. Sociétés Françaises (ensemble)	-	-	-	695	638
Participations non reprises ci-dessus. Sociétés Françaises (ensemble)	-	-	-	2 508	2 508

(1) Dont résultat de l'exercice en cours.

	Valeur comptable nette des titres détenus (en milliers d'Euros)	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés (en milliers d'Euros)	Montant des avals et cautions fournis par la société (en milliers d'Euros)	Chiffre d'affaires du dernier exercice (hors taxes) (en milliers d'Euros)	Bénéfice ou perte du dernier exercice (en milliers d'Euros)	Dividendes encaissés par la société au cours du dernier exercice (en milliers d'Euros)	Observations
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société) :							
SOREFI 5 Rue André LARDY LA MARE, 97438 SAINTE MARIE	15 639	334 500	0	91 114	-4 409	0	0-
SOMAFI SOGUAFI ZI les MANGLES ACAJOU, 97232 LE LAMENTIN	42 548	253 500		64 725	-10 629	0	0-
MMB SCF 20, avenue André Prothin, 92063 Paris la Défense	9 999		1 902 001	15 369	1 754	490	0-
II. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations :							
Filiales non reprises ci-dessus. Sociétés Françaises (ensemble)	638	347	-	-	-	-	-
Participations non reprises ci-dessus. Sociétés Françaises (ensemble)	2 508	-	-	-	-	-	-

Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

(en Euros)	2016	2017	2018	2019	2020
Capital en fin d'exercice					
Capital social	594 078 024	276 154 300	276 154 300	276 154 300	276 154 300
Nombre des actions ordinaires existantes	38 955 936	43 284 373	43 284 373	43 284 373	43 284 373
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	207 237 807	186 930 309	185 492 693	187 287 647	226 557 367
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-164 203 067	-122 513 341	-32 013 190	-29 081 762	32 424 189
Impôt sur les bénéfices	0	0	0	0	2 909 915
Participation et intéressement des salariés due au titre de l'exercice	375 500	501 031	0	0	814 475
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-168 687 926	27 900 459	55 720 627	32 390 615	17 934 315
Résultat distribué	-	-	-	-	-
Résultats par action					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	-4,22	-2,84	-0,74	-0,67	0,66
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-4,33	0,64	1,29	0,75	0,41
Dividende net attribué à chaque action	0	0	1,23	0,49	0,00
Personnel (1)					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	641	522	439	414	532
Montant de la masse salariale de l'exercice	42 406 322	32 265 845	34 953 367	25 499 427	32 557 205
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	20 791 243	16 807 401	16 511 488	12 852 282	16 570 570

(1) Seul personnel juridiquement affecté à My Money Bank, à l'exclusion du personnel de ses filiales.

Note 28 : Inventaire du portefeuille titres au 31 décembre 2020 (en milliers d'Euros)

Nombre de titres	Nature	Valeur nette	Dont plus-value de réévaluation	Côté / non coté	Marché actif / non	Émetteur public ou autre
I - Titres de placement						
	Titres des tranches juniors & Mezzanines souscrites lors des émissions RMBS et ABS	484 420	-	côté	marché actif	autre émetteur
	Obligations et autres titres à revenu fixe (HQLA)	147 579	-			
	- <i>hqla</i>	80 343	-	côté	marché actif	autre émetteur
	- <i>mmb scf</i>	49 749	-	côté	marché actif	autre émetteur
	- <i>solocal</i>	543	-	côté	marché actif	autre émetteur
	- <i>provision solocal</i>	-73	-	côté	marché actif	autre émetteur
	- <i>foncred</i>	17 016	-	non coté	non	autre émetteur
	Effets publics	100 421		côté	marché actif	émetteur public
	Autres titres à revenu variable	340	-	non coté	non	autre émetteur
	Créances rattachées	1 881	-	N/A	N/A	N/A
	Total Titres de placement	734 640	-			
II - Titres de participation						
9 705	Actions BPI (ex OSEO)	66	-	non coté	non	émetteur public
	Certificat d'association Fonds Garantie des dépôts	2 442	-	non coté	non	émetteur public

	Total titres de participation	2 508	-			
	III- Titres de filiales					
543 718	Actions SOREFI	15 639	-	non coté	non	autre émetteur
1 412 078	Actions SOMAFI-SOGUAFI	42 548	-	non coté	non	autre émetteur
999 900	Actions MMB SCF	9 999	-	non coté	non	autre émetteur
30 000	Actions BESV Courtage	450	-	non coté	non	autre émetteur
2 500	Actions SLMB	38	-	non coté	non	autre émetteur
9 999	Parts Alcor & Cie SNC	150	-	non coté	non	autre émetteur
	Total titres de filiales	68 824	-			
	Participations dans les sociétés immobilières de promotion non cotées (1)	-	-			
	Titres de participation et de placement dont la valeur d'inventaire est inférieure à 15 245 € par valeur	-	-			
	Total	805 972	-			

(1) Conformément au Plan Comptable Bancaire, la somme inscrite sous cette rubrique comprend la valeur d'inventaire des titres et les avances en compte courant consenties aux sociétés immobilières. Les plus ou moins value latentes sur les titres de placement s'élèvent à 3 279 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Note 29 : Instruments financiers à terme

(en milliers d'Euros)	Au 31.12.20		Au 31.12.19	
	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur
Swaps de taux (*)				
Ventilation par durée résiduelle	3 397 714		2 752 873	
• À moins d'un an	217 278	-	251 738	-
• D'un an à cinq ans	1 111 793		628 495	
• À plus de cinq ans	2 068 643	-	1 872 640	-
Ventilation par contreparties	3 397 714	-13 364	2 752 873	-26 168
• Administrations centrales et assimilées	-	-	-	-
• Établissements de crédit	3 397 714	-13 364	2 752 873	-26 168
• Autres contreparties				

(*) Il s'agit de contrats conclus sur le marché de gré à gré.

Le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme est évalué à travers l'estimation de l'Exposition Au Défaut (EAD).

My Money Bank calcule l'EAD avec la méthode Mark-to-Market (CRR art. 274)

Tous nos contrats de swap sont compensés via la chambre de compensation EUREX, sauf un contrat qui est traité directement en bilatéral avec la contrepartie

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'assemblée générale de la société My Money Bank S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société My Money Bank S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit du groupe Promontoria MMB.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 1 paragraphe 4 de l'annexe des comptes annuels concernant la fusion-absorption de My Partner Bank S.A. par My Money Bank S.A.

Justification des appréciations - Point clé de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les

mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance le point clé de l'audit relatif aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimation, au titre du risque de crédit, des dépréciations des créances clients et de la provision statistique sur portefeuilles homogènes.

Risque identifié :

My Money Bank S.A. comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédits inhérents à ses activités pour un montant de 81,6 millions d'euros à l'actif et de 29,1 millions d'euros au passif au 31 décembre 2020 comme indiqué dans la note 15 de l'annexe aux comptes sociaux.

La direction comptabilise à l'actif des dépréciations estimées sur base individuelle en se fondant sur la valorisation du bien mis en garantie pour la principale activité de la société et sur des taux de récupérations historiques construits après le passage en douteux des créances concernées pour les autres activités de la société.

Elle comptabilise également au passif du bilan des provisions pour risque de crédit estimées sur base collective et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

L'estimation des provisions fait appel au jugement et relève d'estimations comptables du fait de l'incertitude sur les montants qui seront recouvrés ainsi que des délais pour les recouvrer.

Nous avons considéré la détermination des dépréciations des créances et des provisions pour risque de crédit comme un point clé de l'audit en raison de l'importance relative de ces postes dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination des flux futurs estimés ainsi que de la valeur des garanties associées.

Procédures d'audit mises en œuvre :

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sous-jacentes et le bien-fondé des hypothèses retenues par la Direction pour déterminer le montant comptabilisé au titre des dépréciations des créances à l'actif du bilan et le montant comptabilisé au passif du bilan au titre des provisions statistiques estimées sur base collective.

Nous avons :

- pris connaissance et évalué les procédures de contrôle interne mise en place pour s'assurer du correct respect des normes comptables françaises relatives au risque de crédit ;
- testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles clés relatifs à ces procédures.

Lorsque la dépréciation a été déterminée sur base individuelle, nos procédures d'audit substantives ont consisté principalement à :

- vérifier l'exactitude arithmétique des calculs réalisés ;
- s'assurer par sondage, de la correcte valorisation des garanties ;
- s'assurer de la cohérence des hypothèses clefs utilisées par la direction.

Lorsque la provision a été calculée sur base collective, nos procédures d'audit substantives ont consisté principalement à vérifier l'exactitude arithmétique des calculs réalisés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce, qui appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banques et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société My Money Bank S.A. par l'assemblée générale du 30 mai 1997 pour le cabinet KPMG S.A. et du

23 mai 2011 pour le cabinet RSM Paris (à travers le cabinet Expertise et Audit S.A., devenu par la suite membre du réseau RSM Paris).

Au 31 décembre 2020, le cabinet KPMG S.A. était dans la 24ème année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la 10ème année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit du groupe Promontoria MMB de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit du groupe Promontoria MMB

Nous remettons un rapport au comité d'audit du groupe Promontoria MMB qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit du groupe Promontoria MMB figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit du groupe Promontoria MMB la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit externe du groupe Promontoria MMB des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Paris, le 23 avril 2021

Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.

RSM Paris

Fabrice Odent
Associé

Nicolas Bourhis
Associé

Sébastien Martineau
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de My Money Bank S.A., sis à Tour Europlaza 20 avenue André Prothin 92063 Paris La Défense Cedex.